le Canard libéré
Vingtième année N°863 vendredi 18 septembre 2026 - 8 DH Directeur de la publication Abdellah Chankou

Le leader du PP Alberto Núñez Feijóo et son prédécesseur José Maria Aznar.

Relations maroco-espagnoles

DE L'ÎLOT LEÏLA À SEBTA

P8

MOYEN-ORIENT

Qui veut entraîner l'Arabie Saoudite dans la guerre ?

P15

Le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane.

Mohammed Ben Zayed et Abdelmadjid Tebboune.

Alger-Abou Dhabi

Les vraies raisons de la rupture

P5

Le Canard en campagne

DES PROMESSES PLEIN LE BEC

P6

Confus DE CANARD

"Voter en touche", le spectre de l'abstention !

P2

Incidents inquiétants

L'IA VA-T-ELLE ANÉANTIR L'INTELLIGENCE HUMAINE ?

P10

Confus de CANARD

Abdellah Chankou
Directeur de la publication

"Voter en touche", le spectre de l'abstention !

Le 23 septembre, les Marocains ne désigneront pas seulement 395 députés. Ils diront surtout s'ils croient encore que cela vaut la peine de voter.

Il existe un chiffre que les états-majors évoquent du bout des lèvres : le taux de participation. C'est pourtant lui qui donnera son vrai sens au scrutin. Une élection peut être juridiquement impeccable, riche de 1 850 listes et de 7 288 candidats — plus de dix-huit prétendants par siège — et pourtant rongée par un mal pernicieux: l'indifférence.

Pour séduire le chaland électoral, les candidats rivalisent d'ingéniosité : promesses en cascade, slogans rutilants, poignées de main en pagaille, méchouis, couscous et pastillas. Les lendemains promis chantent. Encore faudrait-il que l'électeur ait envie d'écouter la chanson.

La jeunesse, elle, regarde ailleurs. Les chiffres officiels sonnent comme une alerte : les 18-24 ans représentent 4 % des inscrits, les 25-34 ans 15 %, quand les 60 ans et plus pèsent 29 %. Massive dans la population, cette génération est devenue minoritaire dans le corps électoral. Elle n'est pourtant pas muette. Elle débat, s'indigne, dézingue, raille, note les hommes politiques sur les réseaux. Elle consomme la politique sans la pratiquer comme il se doit dans l'isoloir. Bavarde sur Instagram, silencieuse dans le vote : tout le paradoxe tient dans cette schizophrénie. Le problème n'est pas l'abstention. Il est plus profond : une génération qui représente l'avenir du pays ne se reconnaît plus dans un système qui prétend parler et agir en son nom. On peut toujours sermonner : « Si vous ne votez pas, taisez-vous. » C'est commode comme argument. Pourquoi tant de citoyens, surtout jeunes, ne voient-ils dans le bulletin qu'un bout de papier sans effet sur leur quotidien? Emploi, logement, pouvoir d'achat, école, santé, mobilité : ils n'attendent pas un catalogue de bonnes intentions, mais un mode d'emploi du futur.

> ***Le problème n'est pas l'abstention. Il est plus profond : une génération qui représente l'avenir du pays ne se reconnaît plus dans un système qui prétend parler et agir en son nom.***

Le test du 23 septembre sera double : compter les sièges, mais aussi mesurer combien de citoyens auront jugé utile de prendre le chemin des urnes. Une victoire avec forte mobilisation n'a pas la même légitimité qu'un succès devant des bureaux clairsemés. Dans le premier cas, les élus peuvent se prévaloir d'un mandat populaire. Dans le second, ils gagnent juridiquement, mais devront vivre avec une question embarrassante : combien de Marocains leur ont réellement fait confiance ? L'électeur a changé. Pas les partis.

L'électeur de 2026 n'est plus celui de 1986. Il est connecté. Hyperconnecté. Armé. Dans sa poche, un smartphone. Et dans ce smartphone, une puissance de vérification qui réduit en miettes les plus belles paroles du monde. En deux secondes, il croise une statistique, confronte une promesse à un bilan, exhume une vieille déclaration, oppose deux programmes, ou balance un discours à une IA pour qu'elle lui crache la vérité en pâtée.

La jeunesse ne vit plus dans le même monde que les états-majors. Elle mate le direct, bosse en réseau, cause avec la planète entière, mesure à la milliseconde l'écart entre le discours et les actes. En face, la classe politique continue à gérer la politique comme une boutique : slogans, affiches, meetings, clientélisme, réseaux d'arrière-cuisine et combines négociées en sous-main.

Une génération carbure à la 5G. L'autre cherche encore le mot de passe du Wi-Fi.

C'est ce fossé, que creuse davantage la prévarication des élus et le discrédit profond qui frappe les partis, qui tue la confiance. Le citoyen n'attend pas qu'on lui vende la Lune. Il veut qu'on lui explique comment on finance le voyage. Il ne demande pas des promesses d'emploi, mais des stratégies crédibles. Il ne réclame pas tout de suite une école performante mais un calendrier, des moyens, des réformes cohérentes. Il sait qu'un slogan sur le pouvoir d'achat ne remplira jamais son charriot. Et il a compris qu'une promesse de campagne ne devient pas une politique publique par décret.

Le plus inquiétant n'est pas la démagogie — elle est vieille comme la politique. Le plus grave c'est l'absence de la reddition des comptes et cette forte impression que les partis semblent ignorer que la population a changé de logiciel.

Alors, qui gagnera ? Les partis ? Les candidats ? Les promesses ? L'arithmétique? Ou l'indifférence ?

Le pire scénario serait que le grand vainqueur sorte de l'urne sans bulletin : l'abstention. Ce jour-là, tout le monde pourrait perdre sans pouvoir crier à la fraude.

Le vote blanc exprime un choix. L'abstention, un désintérêt. Mais une jeunesse qui boycotte massivement les listes électorales dit quelque chose de plus grave : « Votre politique ne me parle pas. » À l'ère du numérique, on peut encore mentir par omission. Mais on ne peut plus espérer que personne ne s'en aperçoive. Le 23 septembre, certains répondront par un haussement d'épaules, un « à quoi bon ? », une journée ordinaire sans urne. Ce sera la victoire la plus facile pour ceux qui rêvent d'une politique sans citoyens. À moins que les partis ne se reconnectent. Au réel. Aux citoyens. Aux résultats. Et accessoirement, à la vérité.

Sinon, ils auront beaucoup parlé à une population qui aura surtout constaté qu'on ne l'écoute toujours pas. ◗

Côté BASSE-COUR

Rentrée scolaire

Les manuels aux abonnés absents

La rentrée scolaire ne se fait pas partout avec cartable bien rempli. Dans plusieurs établissements, des pénuries et retards dans la distribution des manuels scolaires perturbent les premiers jours de cours et alimentent l'incompréhension des familles comme des enseignants.

Faute d'exemplaires en nombre suffisant, certains professeurs doivent composer avec les moyens du bord: supports numériques, cours au tableau ou partage des quelques manuels disponibles. Une situation qui complique l'organisation pédagogique et peut surtout créer une inégalité entre élèves, selon l'établissement fréquenté ou la capacité des familles à trouver des solutions de leur côté.

Le problème tombe mal. Alors que le ministère de l'Éducation nationale poursuit des réformes destinées notamment à améliorer les apprentissages et à renforcer l'égalité des chances, le manuel scolaire reste encore, dans certaines classes, une denrée rare.

À l'heure où les responsables affichent l'ambition de la réforme de l'école, il serait tout de même préférable que ses fondamentaux soient… à portée de cartable.◗

Crise de Sebta

Ezzalzouli, le T-shirt qui fâche

Le maillot de la discorde porté par le joueur marocain.

Il fallait s'y attendre : la politique finit toujours par s'inviter dans les vestiaires de la Liga, même quand on prétend y jouer uniquement au ballon. Cette fois, c'est Abdessamad Ezzalzouli, dit Abde, l'international marocain du Real Betis, qui en fait les frais. Avant le coup d'envoi de Villarreal-Betis, les joueurs des deux équipes ont arboré un T-shirt proclamant « Todos somos caballas», en soutien à la population de Sebta. Un geste présenté comme un simple élan de solidarité, mais dont la portée dépasse forcément le cadre du terrain lorsqu'il touche à une ville au statut aussi sensible entre l'Espagne et le Maroc. Car Sebta – Ceuta pour les Espagnols – n'est pas une ville comme les autres : enclave marocaine située sur la côte marocaine, elle incarne des décennies de tensions diplomatiques, de migrations contrariées et de souverainetés contestées. Melilla, sa voisine, n'est jamais bien loin dans l'équation. Abde, Marocain de naissance et international marocain, s'est retrouvé malgré lui au centre de la polémique. Il a depuis expliqué que le geste n'avait aucune intention politique et qu'il s'agissait, à ses yeux, d'un message de solidarité avec une population confrontée à une situation difficile. Une explication sincère, sans doute, mais qui se heurte à une réalité implacable : dans le football espagnol, certains symboles ont beau être présentés comme apolitiques, ils ne le sont jamais complètement. Surtout lorsqu'ils touchent à Sebta ou Melilla. Au Maroc, cette justification ne convainc pas tout le monde. Une partie de l'opinion lui reproche de ne pas avoir refusé de porter ce maillot. Beaucoup estiment qu'il n'y était nullement obligé, qu'il pouvait s'abstenir, se démarquer ou au moins exprimer une réserve. Pour eux, un international marocain n'est pas un joueur comme un autre : il porte aussi, symboliquement, une part de la souveraineté nationale. Dès lors, un maillot de soutien à Sebta, ville revendiquée par le Maroc, ne peut pas être reçu comme un geste neutre. On lui reproche donc moins d'avoir été pris dans une initiative collective que de ne pas avoir mesuré – ou assumé – la portée politique d'un tel symbole. D'autres, en revanche, rappellent qu'Abde évolue dans un club espagnol, dans un vestiaire espagnol, et qu'il est difficile pour un joueur isolé de refuser une initiative collective sans en payer le prix. La polémique révèle ainsi une tension douloureuse : celle d'un joueur pris entre son statut de Marocain et son métier en Espagne.

Le problème est précisément là : dans le football espagnol, certains symboles ont beau être présentés comme apolitiques, ils ne le sont jamais complètement. Surtout lorsqu'ils touchent à Sebta ou Melilla. Le ballon peut être rond, la géopolitique, elle, ne l'est décidément pas.

Après les tribunes, les maillots, les communiqués et les autodafés du drapeau marocain par des groupes d'extrême droite, voilà donc le terrain transformé en nouvelle caisse de résonance du conflit. Le football, ce langage universel censé rassembler, se retrouve une fois de plus instrumentalisé par des enjeux qui le dépassent. Et Abde découvre, à ses dépens, qu'en Espagne, même un T-shirt peut avoir une feuille de match politique.

À force de vouloir séparer le sport de la politique, on finit parfois par constater qu'ils jouent… dans la même équipe. Une équipe où les passes sont souvent plus dangereuses que les tacles, et où le hors-jeu se siffle aussi en dehors des terrains.◗

Décès d'Abdelhak Tazi

Une figure historique de l'Istiqlal s'en va…

Abdelhak Tazi est décédé à Rabat le mercredi 16 septembre 2026, à l'âge de 94 ans et non 87 ans comme cela a été écrit par erreur. Il a été inhumé le jour même, après la prière d'Al Asr, au cimetière Achouhada. Né à Fès en 1939, il appartenait à la génération qui a accompagné les premières décennies du Maroc indépendant et pris part à l'édification de l'État et de ses institutions. Ingénieur agronome formé en France, il a d'abord exercé dans l'administration et le développement rural avant de s'imposer comme l'un des cadres politiques de l'Istiqlal les plus en vue.

L'engagement partisan de celui qui fait la connaissance d'Allal El Fassi alors qu'il n'avait que 11 ans remonte à sa première jeunese. Il entre à la direction du parti lors du VIIe congrès, en 1965, puis devient secrétaire général de la Jeunesse istiqlalienne en 1969. Pendant plusieurs décennies, il assume diverses responsabilités au sein de la formation fondée par Allal El Fassi, traversant les grandes étapes de la vie politique marocaine. Son profil d'ingénieur et de haut responsable le conduit aussi à participer aux

Feu Abdelhak Tazi.

grands chantiers de l'après-indépendance. Il fut notamment associé à la préparation et à la mise en œuvre du premier plan quinquennal, à une époque où le pays cherchait à former ses cadres, moderniser son administration et accélérer son développement. Sa carrière gouvernementale débute en 1977 : il est nommé secrétaire d'État chargé de la Formation des cadres dans le gouvernement Ahmed Osman, fonction officialisée par le dahir de nomination du gouvernement en octobre 1977. En novembre 1981, il devient secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans le gouvernement de Maâti Bouabid. Cette expérience conjugue expertise technique, engagement partisan et action publique. Homme affable et discret, Abdelhak Tazi mène également une longue carrière parlementaire. Il préside le groupe de l'Istiqlal à la Chambre des représentants, puis à la Chambre des conseillers. Il participe aussi à la coordination de majorités ayant soutenu plusieurs gouvernements, notamment ceux d'Abderrahmane Youssoufi, de Driss Jettou et d'Abbas El Fassi. Cette longévité lui confère une place singulière dans la vie politique nationale. Il a connu de l'intérieur la construction de l'État indépendant, les mutations de l'Istiqlal, les alternances entre majorité et opposition, puis l'évolution du système partisan et parlementaire. Homme d'appareil mais aussi de dossiers et de responsabilités institutionnelles, il était réputé pour son ouverture au dialogue et sa capacité à faire le lien entre les générations de militants et de responsables. Son itinéraire illustre une époque où les partis issus du mouvement national formaient l'une des principales écoles d'élites politiques. En 2015, soucieux de transmettre cette mémoire, il publie ses mémoires sous le titre Mémoires dans le militantisme national, politique et diplomatique. Dans ses confidences, le défunt revient sur les étapes de son parcours et sur les grandes séquences politiques qu'il a vécues. Avec sa disparition, ce n'est pas seulement un grand dirigeant politique qui s'en va. Abdelhak Tazi était l'un des derniers témoins privilégiés d'une génération ayant connu le Maroc des premières années de l'indépendance et accompagné, pendant plusieurs décennies, la transformation du pays.◗

Côté BASSE-COUR

Elections législatives

PENDANT QUE ÇA COGNE…

JAMIL MANAR

Dans la majorité, il y a ceux qui font campagne et ceux qui font du bruit. Le RNI et le PAM ont choisi le bruit, avec une ardeur qui confine à l'indigestion. Passes d'armes, piques, accusations. La coalition gouvernementale n'est plus une coalition, la cohésion tant vantée a volé en éclats.

Place au ring où chacun cherche à envoyer l'autre au tapis. L'Istiqlal, lui, a choisi une autre ambiance: campagne feutrée, ton posé, température électorale sous contrôle. Pendant que les deux poids lourds de la majorité s'offrent un match de boxe politique où tous les coups sont permis, le parti de Nizar Baraka avance à petits pas. Sans ajouter de vacarme au vacarme. Sans surenchère. Avec cette élégance — réelle ou savamment calculée — de celui qui refuse de descendre dans l'arène. D'un côté, donc, le RNI et le PAM, deux formations qui ont gouverné ensemble et semblent avoir découvert, en pleine campagne, les charmes vénéneux de l'étripage verbal. De l'autre, l'Istiqlal, qui donne le sentiment de vouloir éviter les coups de coude, les petites phrases et les règlements de comptes publics. Une stratégie qui peut se lire comme un choix de responsabilité. Ou, plus simplement, comme l'art de laisser les autres s'épuiser tout seuls. En campagne électorale, il n'est pas toujours nécessaire de crier plus fort que son adversaire. Il suffit parfois de le laisser crier.

À force de se chamailler, de s'accuser et de solder leurs comptes haut et fort, les deux alliés devenus ennemis risquent de transformer leur rivalité en spectacle déplorable. Et dans ce contexte, l'Istiqlal peut bénéficier mécaniquement d'un préjugé favorable : celui du parti qui garde son calme pendant que les autres s'énervent en se disputant le fauteuil de la majorité. Baraka peut ainsi apparaître comme le troisième homme de cette querelle à trois : ni arbitre officiel, ni candidat au pugilat, mais suffisamment présent pour rappeler qu'il existe une autre manière de faire campagne. Reste à savoir si cette discrétion se traduira en suffrages pour au moins une deuxième place qui lui garantit le maintien au gouvernement. Après le vacarme des uns et les attaques des autres, le parti de Baraka mise sur une vieille recette : rester propre quand les autres se salissent. Reste maintenant à savoir si les électeurs applaudissent le flegme … ou s'ils plébiscitent la foire d'empoigne..◗

Digital

347 millions DH pour les startups numériques

Le Maroc muscle son soutien aux jeunes pousses du numérique. Le Fonds catalytique startups franchit une nouvelle étape avec la publication du décret n° 2.26.576 du 3 août 2026, ouvrant la voie à la mobilisation de 347 millions de dirhams sur trois ans. Porté par le ministère de la Transition numérique et géré par Tamwilcom, le dispositif doit permettre d'orienter ces ressources vers des fonds de capital-risque spécialisés dans le financement des startups du secteur numérique. L'objectif est double : faciliter l'accès des jeunes entreprises innovantes aux capitaux et accélérer la structuration d'un écosystème digital marocain encore en quête de financements adaptés à ses ambitions. Avec cette enveloppe, l'État entend ainsi jouer un rôle de catalyseur, en attirant davantage de capitaux privés vers les startups à potentiel et en favorisant l'émergence de champions numériques marocains.

Sauf Jabrani, DG de Tamwilcom.

Reste désormais à transformer les dirhams en innovations, les innovations en entreprises et les entreprises en véritables success stories. C'est là que commence le défi le plus difficile. ◗

Lekjaa chez les patrons

Le PAM déroule sa feuille de route économique

Fouzi Lekjaa a choisi le patronat comme interlocuteur particulièrement stratégique pour présenter les orientations économiques du Parti authenticité et modernité (PAM).

Le 10 septembre, le dirigeant du parti s'est rendu au siège de la CGEM, à Casablanca, pour près de trois heures et demie d'échanges avec les représentants des entreprises.

L'exercice revêtait une double dimension. M. Lekjaa s'exprimait au nom du PAM dans le cadre de la campagne électorale, tout en intervenant comme ministre délégué chargé du Budget, alors que se prépare le projet de loi de finances pour 2027.

Devant les représentants de la CGEM, il a présenté une doctrine économique plaçant le secteur privé au cœur de la création de richesse et d'emplois. Le programme du PAM prévoit notamment de faire de l'entreprise le principal moteur de l'investissement, l'État conservant un rôle central dans les secteurs stratégiques. Parmi les propositions figure la formalisation progressive de l'économie informelle à partir de 2027. M. Lekjaa a précisé que cette démarche ne viserait pas, dans un premier temps, à augmenter les recettes fiscales, mais à faire entrer les activités concernées dans un cadre déclaré et transparent, avec un accès aux dispositifs de financement et de soutien.

Autre engagement mis en avant devant les patrons : aucune hausse de la pression fiscale sur l'entreprise productive durant la période 2027-2031, selon le

Fouzi Lekjaa avec le président de la CGEM Mehdi Tazi.

programme présenté. Le PAM mise parallèlement sur l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment grâce à la formalisation de l'économie et à l'amélioration du recouvrement. La simplification administrative a également occupé une place importante dans les discussions. Le PAM propose notamment de remplacer, dans plusieurs domaines, le régime des autorisations préalables par des cahiers des charges assortis de contrôles a posteriori et de délais opposables. Cette proposition rejoint une revendication ancienne de la CGEM en matière de simplification des procédures administratives.

Les échanges ont aussi porté sur le financement des TPME, l'emploi, la formation, la compétitivité industrielle et les obstacles administratifs à l'investissement. À la suite de la rencontre, la CGEM a d'ailleurs entrepris de recenser auprès de ses adhérents les blocages administratifs rencontrés dans leurs projets. Sur le plan macroéconomique, le programme présenté par M. Lekjaa table sur une croissance moyenne de 5 %, une inflation plafonnée à 2 %, un déficit maintenu à 3 % du PIB et une dette publique ramenée à 62 % du PIB en 2031. Le financement du dispositif repose notamment sur l'hypothèse d'un élargissement de l'assiette fiscale et d'une croissance plus soutenue.

La rencontre a enfin débouché sur une proposition de partenariat institutionnel entre le PAM et la CGEM, avec notamment l'idée d'une instance conjointe de suivi, de contractualisations par filière et d'une implication du patronat dans les référentiels de formation et les contrats de performance des opérateurs économiques publics. (Médias24) À travers cette rencontre, le PAM a donc choisi de parler économie au patronat, avec un message central : davantage de place à l'entreprise, moins de contraintes administratives et une formalisation progressive du secteur informel. Reste désormais l'étape essentielle : le passage des engagements de campagne aux politiques publiques, si le parti participe à la prochaine majorité. ◗

Le Maigret du CANARD

Officiellement, l'Algérie a rompu ses relations diplomatiques avec les émirat arabes unis pour « actes hostiles». Qu'en est-il réellement ?

Alger-Abou Dhabi Les vraies raisons de la rupture

JAMIL MANAR

Officieusement, la rupture se joue à Dakar et à Berlin. Et le verdict est sans appel : face à l'influence émiratie, les leviers algériens ne font pas le poids.

En cinq ans, le régime militaire algérien a coupé les ponts avec deux partenaires majeurs : le Maroc en 2021, les Émirats en 2026. Deux dossiers, une même logique suicidaire. Quand Alger estime qu'un acteur contrarie sa vision magnifiquement anachronique, la diplomatie cède vite la place à la rupture colérique quitte à isoler encore davantage le pays sur la scène régionale, arabe et internationale.

Sauf que cette fois, Abou Dhabi ne répond pas sur le terrain des communiqués. Il répond là où il excelle : l'argent, l'investissement, les partenariats.

Dakar : le grain de sable devient un mur

L'Algérie veut peser en Afrique de l'Ouest. Le Sénégal est une pièce maîtresse. Dakar compte politiquement, économiquement, et dans les projets énergétiques qui redessinent la région. Tout a son obsession habituelle, Alger cherche à desserrer les liens entre Dakar et Rabat, notamment pour contrer la dynamique du gazoduc africain atlantique. Mais les Émirats arrivent avec une autre grammaire : énergie, minerais, ports, infrastructures, renouvelables, sécurité alimentaire, logistique. Au moment où le Sénégal cherche des financements, Abou Dhabi propose des projets. Alger apporte des arguments révolus. ; les Émirats, eux, apportent des routes, des ports, des emplois. La différence est de taille . Un communiqué ne finance pas un budget. Un investissement, si.

Berlin : le gaz ne suffit plus

Alger avait misé sur Berlin pour freiner le rapprochement européen avec la position marocaine sur le Sahara. Le gaz devait être le levier. Calcul logique dans une Europe en quête d'énergie suite à la guerre russo-ukranienne. Mais c'était compter sans un acteur aux moyens redoutables : les Émirats.

Lors de la visite de Mohammed ben Zayed en Allemagne le jeudi 10 septembre, Abou Dhabi annonce des investissements massifs dans l'industrie, l'énergie, les technologies avancées, l'intelligence artificielle, les infrastructures numériques et les data centers. L'enveloppe fait rêver : 40 milliards d'euros dans des projets porteurs, notamment pour développer de nouveaux centres de données, ont annoncé les deux pays à l'occasion de la visite historique du président émirati à Berlin. Berlin peut acheter du gaz. Elle peut aussi attirer les capitaux qui financeront son avenir industriel et technologique. Pour peser politiquement, une ressource ne suffit pas. Il faut une relation économique globale. Alger propose une molécule. Abou Dhabi propose un écosystème.

Deux conceptions de la puissance

L'Algérie a bâti une partie de sa diplomatie sur la corruption gazière . Les Émirats, eux, pratiquent la diplomatie du capital souverain. L'une dit : « Nous avons du gaz, donc un levier. » L'autre répond : « Nous avons les capitaux, les technologies, les investissements et les partenaires. » Dans un monde qui se bat pour les investissements, les chaînes d'approvisionnement et la transition numérique, le second langage est souvent plus convaincant.

Le problème n'est donc pas qu'Abou Dhabi ait déclaré la guerre diplomatique à Alger. Le problème est qu'il fait affaire avec ceux qu'Alger voulait influencer. Dakar revient vers ses intérêts économiques. Berlin approfondit ses relations avec Abou Dhabi. Mécaniquement, les paris algériens perdent leur rendement.

Le Maroc en arrière-plan

Derrière cette confrontation, le Maroc n'est jamais loin. Le gazoduc africain atlantique n'est pas qu'un projet énergétique : c'est un instrument colossal de connexion entre l'Afrique de l'Ouest, le Maroc et l'Europe. Chaque avancée renforce le rôle du Royaume comme plateforme solide entre les deux continents et réduit l'intérêt du projet concurrent et mort-né porté depuis l'Algérie. Même logique sur le Sahara. La dynamique internationale autour de l'autonomie modifie le paysage diplomatique. Chaque capitale qui se rapproche de Rabat réduit l'espace d'une stratégie algérienne fondée sur le blocage . D'où l'importance de Berlin. D'où la sensibilité extrême d'Alger à toute évolution européenne qui renforcerait la position marocaine.

La rupture comme aveu

Le calendrier de la rupture avec Abou Dhabi ne doit rien au hasard. Dakar cherche des financements : les Émirats investissent. Berlin veut des partenariats technologiques : Abou Dhabi propose des milliards.

Parallèlement, plusieurs paris diplomatiques algériens se soldent par un joli zéro pointé. Alors, quand les portes ne s'ouvrent plus, on hausse le ton ; quand les arguments s'épuisent, on sort les accusations ; et quand tout cela ne suffit toujours pas, on rompt. Dans l'Algérie des généraux, quand le plan A ne marche pas, on passe directement au plan « rupture ».

L'Algérie cherchait depuis longtemps à empêcher le Maroc de transformer ses relations africaines et européennes en avantage stratégique. Elle découvre que la diplomatie moderne ne se joue pas seulement dans les chancelleries, mais dans les conseils d'administration, les fonds souverains, les ports, les data centers et les grands contrats.

À Alger, on parle d'hostilité avec les accents de la guerre froide. À Abou Dhabi, on parle investissements. À Dakar et à Berlin, on compte les milliards, pendant que l'Algérie s'accroche aux vieilles recettes de la diplomatie de l'énervement.

On peut fermer une ambassade, rappeler un ambassadeur, claquer une porte diplomatique. Il est plus difficile de refermer la porte sur des intérêts communs, des investissements et des partenariats qui commencent déjà à dessiner l'avenir. ◗

Le Maigret du CANARD

Le Canard en campagne

Des promesses plein le bec

Devant l'avalanche de promesses électorales qui s'abat sur le Maroc, le Canard n'a pas pu résister à l'envie de promettre. Par patriotisme, dit-il, il fallait bien apporter sa petite contribution à cette grande foire électorale où chacun rivalise de générosité avec l'argent des autres. Le palmipède national a donc décidé de se lancer dans la course, histoire de ne pas laisser aux professionnels de la politique le monopole du «demain on rase gratis ».
Avec une différence de taille : le Canard a prévu dans son programme une mesure phare : disparition sans préavis après le scrutin.

SALIHA TOUMI

Le programme du Canard Libéré lui est très simple : rendre les Marocains heureux. Et si possible avant le dépouillement des voix. Après, chacun sait que le bonheur se perd souvent entre deux décomptes.

Pouvoir d'achat : fini la vie chère !

Nous ferons baisser les prix, augmenter les salaires et gonfler le pouvoir d'achat. La viande retrouvera le prix de la viande — celle d'avant, quand on en mangeait. Le salaire retrouvera sa dignité. Le panier de la ménagère retrouvera le chemin de la maison, escorté par la force publique si nécessaire. Et puisque nous sommes généreux: le SMIG passera à 7 000 DH. Pourquoi 7 000 ? Parce que 6 000, c'était le tarif de la promesse précédente. Et 8 000, ça ferait vraiment sérieux. Disparités sociales et territoriales : un seul Maroc, zéro différence ! Fini le Maroc à plusieurs vitesses. Même école, même santé, mêmes routes, mêmes équipements, mêmes services publics pour tout le monde, de Tanger à Lagouira. Le village le plus enclavé aura droit à son désenclavement, son hôpital, son lycée, sa connexion internet et, pourquoi pas, son tramway. Pour les territoires les plus éloignés, nous étudierons même la possibilité d'un aéroport entre deux douars. Avec piste en terre battue, duty-free au thé à la menthe et vol quotidien… dans le programme.

Chômage : zéro chômeur !

Chaque jeune aura droit à un emploi. Chaque diplômé aura son poste. Chaque poste aura son salaire. Chaque salaire aura son pouvoir d'achat. Et pour atteindre le plein emploi, nous créerons autant d'emplois qu'il faudra. S'il n'y en a pas assez, nous créerons les entreprises qui vont avec. Si les entreprises ne suivent pas, nous créerons des commissions. Et si les commissions ne suffisent pas, nous modifierons la définition du chômage : désormais, chercher du travail sera un travail. Non rémunéré, mais courageux.

École : la grande révolution !

L'école sera réformée de la maternelle à l'université. Des enseignants mieux formés et payés, des classes moins chargées, des établissements mieux équipés, des élèves mieux accompagnés. Objectif : que l'élève sache lire avant de savoir remplir un formulaire de désorientation . Et qu'il sache compter avant de compter les promesses non tenues.
Et surtout, nous remonterons spectaculairement dans le classement PISA. Fini les profondeurs du classement ! Nous visons le top 10. Puis le top 5. Et pourquoi pas la première place ? Après tout, en matière de promesses, nous sommes déjà champions du monde. Pour les résultats, nous demandons un délai supplémentaire.

Le Maigret du CANARD

Santé : le médecin chez vous !

Des hôpitaux modernes, des médecins disponibles, des rendez-vous rapides, des soins accessibles à tous. Vous appelez le matin, le médecin arrive l'après-midi.
Enfin… c'est le programme. Dans la réalité, vous appelez le matin, on vous répond de rappeler après l'élection. Si le standard répond.

Logement : chacun son toit !

Un logement décent pour chaque famille. Et pour ceux qui n'en ont pas les moyens, l'État aidera. Pour ceux qui n'ont toujours pas les moyens après l'aide de l'État, nous créerons une aide à l'aide. Et si l'aide à l'aide ne suffit pas, nous créerons un ministère de l'Aide à l'Aide à l'Aide, avec secrétariat d'État à la Mousse à Raser.

Transport : fini l'attente !

Des bus à l'heure, propres, nombreux et climatisés. Le bus arrivera même avant que le passager n'arrive à l'arrêt. Pour les retardataires, un service spécial sera prévu. Pour les autres, une marche à pied subventionnée, écologique et patriotique.
Les crèches seront accessibles à tous. Parce qu'il est temps que les parents cessent de payer un salaire pour faire garder un enfant pendant qu'ils vont en gagner un autre — souvent plus petit, souvent en retard, souvent fictif.
Nous promettons donc des crèches gratuites, propres, chauffées en hiver, climatisées en été, avec des éducatrices bien payées et des places pour tous.
Pour les listes d'attente, nous créerons une liste d'attente pour la liste d'attente. Et pour les parents qui n'obtiennent pas de place, une aide à la garde d'enfants sera versée : elle leur permettra de payer une crèche privée, ou, à défaut, de garder leur enfant eux-mêmes en télétravail non rémunéré. C'est ça, la conciliation travail-famille.

Factures d'eau et d'électricité : réduites

L'eau coulera à volonté, l'électricité aussi. Pour les coupures, nous promettons une application permettant de les suivre en temps réel : vous saurez exactement à quelle heure vous n'avez plus d'eau, à quelle heure vous n'avez plus d'électricité, et à quelle heure le service client a fermé. Vous pourrez même noter la coupure, la commenter, la partager.
En cas de facture impayée, l'application vous préviendra en temps réel que vous êtes coupé.
C'est ça, la transparence numérique.

Bureaucratie : simplifiée!

Un seul formulaire, une seule signature, un seul guichet… et seulement six mois d'attente. Mais rassurez-vous : l'attente sera dématérialisée.
Vous pourrez suivre l'avancement de votre dossier en ligne, en temps réel, et constater avec émotion qu'il n'avance pas. Le guichet sera ouvert de 8h30 à 8h45, sauf jours fériés, veilles de fériés, lendemains de fériés et jours où le fonctionnaire a un dossier plus urgent que le vôtre. Un numéro vert sera mis en place. Il ne répondra pas, mais il sera vert.
Et maintenant, la promesse suprême
Nous nous engageons solennellement à tenir toutes nos promesses.
Celles sur le pouvoir d'achat.
Celles sur l'emploi.
Celles sur l'école.
Celles sur PISA.
Celles sur les territoires oubliés.
Celles sur la santé.
Celles sur le logement.
Toutes. Enfin, celles qui survivront au lendemain du scrutin.
Car il existe, en politique, une vieille tradition :
avant l'élection, on promet l'avenir ;
après l'élection, on explique le présent ;
et à l'élection suivante, on promet de nouveau l'avenir, avec un nouveau slogan, une nouvelle casquette et la même mémoire trouée.
Votez donc tranquillement.
Demain, on rase gratis.
Après-demain, on expliquera que le rasoir était prévu dans la prochaine réforme, mais que le budget a été consacré à la communication sur la réforme du rasoir. Et si le rasoir manque, une commission d'enquête sera créée sur la pénurie de mousse à raser. Mais pas de souci : la majorité au pouvoir, celle qui avait promis le plein emploi, l'école de demain, l'hôpital de proximité, le tramway dans chaque douar et la lune en promotion, bloquera aussitôt la commission.
Motif officiel : « dossier trop politique », « priorité à l'urgence sociale», « risque de déstabilisation des institutions ».
En clair : on ne va quand même pas enquêter sur une pénurie alors qu'on a promis l'abondance!
Alors la commission sera renvoyée à une sous-commission.
La sous-commission créera un groupe de travail. Le groupe de travail demandera un rapport.
Le rapport sera enterré. Et une nouvelle promesse naîtra : celle de rouvrir un jour la commission sur la mousse à raser. Après l'élection suivante, bien sûr.Ainsi va la démocratie du rasoir : on promet la lame, on bloque l'enquête, et on laisse le peuple se raser à sec. ◗

Les candidats aux abonnés absents

Il fut un temps où les affiches de campagne ornaient les murs des quartiers de Casablanca. À peine la campagne lancée, les cases réservées aux candidats se couvraient de visages souriants, de slogans prometteurs et de logos de partis. Chacun voulait être vu, reconnu, interpellé. Bref, exister sur le mur pour exister dans les urnes.
En 2026, changement de décor. Dans de nombreuses quartiers, les fameuses cases d'affichage destinées aux photos des candidats restent désespérément vides comme en témoigne cette photo prise dans le quartier Maarif. Des rectangles blancs, bien alignés, comme autant de petits écrans sans programme. La campagne a commencé le 10 septembre et doit s'achever le 22, mais le placardage n'est pas de saison.
Mais le vide ne s'arrête pas aux murs. Il gagne aussi la rue. Fini le temps du porte-à-porte, des visites de quartier, des mains serrées et des cafés partagés avec les commerçants du coin. Les candidats se font rares pour ne pas dire absents sur le terrain, comme si la campagne se jouait désormais à distance, loin des regards et des questions gênantes. Là où l'on voyait autrefois des équipes arpenter les ruelles, distribuer des tracts et frapper aux portes dans une ambiance joyeuse, on ne croise plus grand monde. Les rues ont retrouvé leur calme ordinaire, et les électeurs leur solitude.
Pourquoi cette discrétion ? Crise de confiance ? Lassitude électorale ? Les candidats auraient-ils moins de choses à raconter aux citoyens qu'à leurs états-majors ? Ou redouteraient-ils simplement le face-à-face avec un électeur qui ne se contente plus d'un sourire sur papier glacé ?
Frapper à une porte, c'est par les temps qui courent prendre le risque de s'exposer à une colère, à un reproche, voire à une agression. Il faut dire que la vie chère et autres frustrations rendent le climat social très peu friendly…
Alors on préfère ne pas frapper à la porte de leur d'être frappé.
Tout cela est frappant… ◗

Dans de nombreuses quartiers, les cases d'affichage destinées aux photos des candidats restent désespérément vides.

Le Maigret du CANARD

Relations maroco-espagnoles

DE L'ÎLOT LEÏLA À SEBTA

Si le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez a fait du rapprochement avec Rabat un axe stratégique de la diplomatie espagnole, la droite et l'extrême droite espagnoles ont instrumentalisé la crise migratoire de Sebta pour attiser un sentiment anti-marocain fort dans l'opinion et tenter de retourner contre Sánchez sa politique de normalisation avec le Maroc.

ABDELLAH CHANKOU

Il y a dans les relations hispano-marocaines une mécanique presque cyclique : dès que Madrid et Rabat traversent une zone de turbulence, un rocher surgit. Un îlot, un confetti de terre, Sebta. Comme si, dans le détroit, la géographie était plus forte que la diplomatie.

En 2002, ce fut Leïla. En 2026, Sebta. Deux époques, deux crises, un même parfum, un dénominateur commun : Washington. La capitale américaine n'est pas très loin.

Juillet 2002. José María Aznar, alors chef du gouvernement espagnol et du Parti Popular (PP), répond à la présence marocaine sur l'îlot Leïla par une démonstration militaire pour le moins brutale. Opération Romeo-Sierra : le rocher est repris sans combat. Sur la forme, l'affaire est territoriale. Sur le fond, elle est stratégique. Washington considère déjà Rabat comme un partenaire essentiel dans le dispositif méditerranéen et la lutte antiterroriste. Le Maroc cherchait pour sa part à renforcer sa relation avec Washington, notamment dans le nouveau contexte géopolitique créé par les attentats du 11-Septembre.

Aznar, héritier revendiqué de la droite franquiste, veut montrer que l'Espagne, membre de l'OTAN et alliée historique des États-Unis, refuse de se laisser reléguer au second rang dans son propre voisinage méridional. Si Washington cherche un partenaire solide sur la rive sud, Madrid rappelle qu'elle reste la meilleure option — surtout militairement. Ce n'est pas la seule raison de l'intervention, mais la dimension américaine est documentée : une délégation de haut niveau de la CIA se trouvait à Madrid, Colin Powell s'impliqua personnellement, et Washington obtint le retour au statu quo. Autrement dit: Espagne et Maroc jouaient aux gros bras autour d'un caillou inhabité, et le véritable spectateur, au premier rang, était américain.

Le leader du PP Alberto Núñez Feijóo et son prédécesseur José Maria Aznar.

Vingt-quatre ans plus tard, le décor change. Pas la pièce. Sebta, acte II.

La crise migratoire de juillet 2026 place Sebta au centre d'une nouvelle bataille politique espagnole. Plus de 70 000 personnes franchissent la frontière en quelques jours, provoquant une crise humanitaire et politique majeure. Les documents espagnols déclassifiés récemment confirment que les services de renseignement avaient anticipé un risque important et alerté leurs homologues marocains avant le 30 juillet. Ils ne permettent pas, à eux seuls, d'établir une instruction marocaine d'organiser l'afflux. À l'inverse de ses adversaires, Sánchez, en homme responsable, refuse d'accuser Rabat sans preuves concrètes. Le gouvernement marocain rejette catégoriquement les accusations et dénonce, via un communiqué de sa diplomatie, l'instrumentalisation du Royaume dans la politique intérieure espagnole, tout en rappelant l'importance de la coopération initiée depuis 2022 entre les deux voisins.

Proximité

Et le vieux scénario reprend. Le Maroc, à son corps défendant, est érigé en premier problème de l'Espagne, permettant de parler frontières sans parler pouvoir d'achat, migration sans économie, souveraineté sans bilan gouvernemental. Surtout, il offre à la droite et à l'extrême droite un punching-ball et un bouc-émissaire commode : Sanchez, le Maroc. L'agitation de la peur, la xénophobie…

C'est ici que le parallèle avec 2002 devient intéressant. L'Espagne de Sánchez entretient. comme chacun le sait des relations beaucoup plus difficiles avec l'administration Trump. Désaccords sur les dépenses militaires, refus de l'utilisation des bases de Rota et Morón, la Palestine. Trump n'a pas attendu Sebta pour s'en prendre à Sánchez. Il s'est emparé de la crise pour accuser l'Espagne de mal contrôler sa frontière, tout en affichant sa proximité avec le Maroc de Mohammed VI. Situation inconfortable pour la droite espagnole. Atlantiste de tradition, elle supporte mal l'irritation de Washington envers l'Espagne à cause de Sánchez. Alors pourquoi ne pas transformer le Maroc en ciblé toute désignée ? Si Sánchez est accusé d'avoir trop rapproché Madrid de Rabat, le Parti populaire peut se vendre comme le partenaire européen naturellement plus compatible avec Washington. Et si Trump assume une relation privilégiée avec Rabat, la concurrence devient triangulaire : Washington, Madrid, Rabat. Le Maroc est plus qu'un simple voisin du Sud. Il devient le thermomètre des relations entre Madrid et Washington.

En 2002, Aznar voulait démontrer que l'Espagne restait la puissance militaire incontournable du détroit, au moment même où Washington renforçait ses liens avec Rabat. En 2026, une partie de la droite espagnole veut démontrer que l'Espagne peut redevenir, face à Sánchez, le partenaire européen le plus fiable de Washington. Sauf que le Maroc n'est plus tout à fait le même partenaire. Trump a reconnu en 2020 la souveraineté marocaine sur le Sahara. Depuis son retour à la Maison-Blanche, les relations Washington-Rabat continuent de se renforcer sur plusieurs dossiers stratégiques. Voilà qui complique le calcul espagnol. Car vouloir concurrencer Rabat auprès de Washington suppose d'abord d'admettre que Rabat occupe désormais une place singulière dans la stratégie américaine. Le vieux ré-

Le Maigret du CANARD

flexe du Maroc « petit Poucet du Sud » que l'Espagne impressionnerait militairement ou diplomatiquement appartient à une autre époque. Le Maroc de 2026 n'est plus celui de 2002. Et Washington n'est plus tout à fait celui d'hier.
Dans son communiqué, le ministère marocain des Affaires étrangères refuse que le Royaume serve de bouc émissaire dans les règlements de comptes politiques espagnols, tout en réaffirmant qu'il n'a aucun intérêt à détruire la relation construite avec Madrid depuis 2022. C'est probablement la partie la plus intelligente du message : fermeté sur l'instrumentalisation, réalisme sur les intérêts. Rabat sait que l'Espagne est un partenaire majeur. Sánchez a compris que le Maroc est un partenaire avec lequel l'Espagne ne peut plus jouer au chat et à la souris.
En 2022, Sánchez a choisi de reconnaître le plan marocain d'autonomie comme la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour régler ce pseudo-conflit. Pour l'ancienne puissance coloniale du Sahara, ce virage stratégique n'avait rien d'anodin. Il n'était pas du goût d'une partie de la classe politique espagnole, aux réflexes anachroniques. Sánchez a assumé : les intérêts communs comptaient plus que les différends. Commerce, investissements, sécurité, lutte contre le terrorisme et les trafics, migration, énergie, tourisme, culture, Coupe du monde 2030 : la liste est longue. C'est précisément pourquoi la crise de Sebta ne devrait pas être transformée en guerre de tranchées.

Arme politique

Telle est peut-être la vraie leçon des deux crises. En 2002, Madrid voulait montrer ses muscles à Rabat. En 2026, certains voudraient utiliser Sebta pour montrer les faiblesses supposées de Sánchez et, accessoirement, rappeler à Washington que l'Espagne peut redevenir un partenaire plus docile. Dans les deux cas, le Maroc sert de miroir aux ambitions espagnoles. Mais il y a une différence fondamentale. En 2002, l'Espagne pouvait encore croire qu'une démonstration de force suffirait à remettre Rabat à sa place. En 2026, cette vision pèche par son caractère anachronique. Le Maroc est devenu un partenaire stratégique de Washington, un acteur africain plus affirmé, un interlocuteur incontournable pour Madrid. Sánchez l'a compris. Rabat aussi. Reste à savoir quand la droite espagnole comprendra qu'un voisin stratégique ne se combat pas à coups de réflexes xénophobes. Car, au bout du compte, Madrid et Rabat resteront voisins après Sánchez, après Feijóo, après Trump, après tous ceux qui auront manœuvré en criant au loup depuis Sebta. Le rocher de Leïla est toujours là. Sebta aussi. Et Washington regarde toujours le détroit. Comme en 2002. Sauf qu'aujourd'hui, le Maroc n'attend plus qu'on lui dise quelle place il doit occuper dans l'échiquier.
Reste une question : à qui profite la crise de Sebta ? À la droite et à l'extrême droite espagnoles, qui en ont fait un formidable carburant électoral contre Pedro Sánchez. Ce qui en soulève une autre, plus troublante : qui a alimenté, via les réseaux sociaux, cette déferlante migratoire ? La question mérite d'être posée, d'autant que Sánchez a lui-même pointé des campagnes de désinformation liées notamment à la Russie, à Israël et à l'internationale d'extrême droite. Il a établi un lien entre ces campagnes et les positions de Madrid sur la guerre en Ukraine et surtout sur Gaza, où ses critiques envers le gouvernement israélien ont été particulièrement vives. Mais qui a intérêt à transformer une crise migratoire en arme politique ? Car lorsque les réseaux sociaux deviennent des accélérateurs de foule et que l'émotion prend le pas sur les faits, la frontière entre mouvement spontané, manipulation numérique et instrumentalisation politique devient dangereusement floue. À Sebta, la crise migratoire aura au moins eu un mérite : rappeler que, derrière chaque déferlement présenté comme spontané, il faut aussi regarder qui souffle sur les braises — et à qui profite l'incendie… ◗

Innovation OCP MET LE SOLEIL EN RÉSERVE

À Benguerir, OCP Green Energy vient de franchir une nouvelle frontière: conserver l'électricité solaire après l'avoir produite. Avec son premier système de stockage par batteries LFP à grande échelle, le Maroc entre dans l'ère du soleil stocké.

Une innovation majeure…

Jusqu'ici, le soleil avait un défaut de taille : il se couchait. Désormais, il pourra en quelque sorte laisser une provision derrière lui.
À Benguerir, OCP Green Energy vient de mettre sous tension un système de stockage par batteries d'une capacité de 25 MW / 125 MWh, soit jusqu'à cinq heures d'électricité stockée. Une première au Maroc à cette échelle avec la technologie lithium-fer-phosphate (LFP).
L'enjeu dépasse largement la performance technologique. Il touche au talon d'Achille des énergies renouvelables : leur intermittence. Le solaire produit quand le soleil est là, alors que l'industrie, elle, ne prend pas ses horaires sur ceux de l'astre du jour.
Le BESS de Benguerir permettra précisément de faire le lien entre les deux. L'électricité solaire produite pendant la journée pourra être emmagasinée puis restituée lorsque la demande augmente, notamment pendant les heures de pointe. Résultat annoncé : une réduction de 25 % de la facture électrique du site OCP durant ces périodes.
Autrement dit, le solaire n'est plus seulement une affaire de production. Il devient une affaire de gestion intelligente de l'énergie.
Cette évolution est particulièrement stratégique pour OCP. Après avoir déployé 202 MWc de capacités photovoltaïques à Benguerir, Foum Tizi et Oulad Farès, le groupe ajoute désormais le stockage à son arsenal. Une manière de transformer une énergie naturellement fluctuante en une ressource beaucoup plus prévisible et pilotable. Et derrière les batteries, il y a une autre bataille, peut-être encore plus stratégique: celle de la technologie.
OCP et l'Université Mohammed VI Polytechnique travaillent déjà sur des matériaux LFP fabriqués à partir de l'acide phosphorique, en capitalisant sur l'expertise historique du groupe dans les phosphates. L'objectif va dorénavant au-delà du stockage de l'électricité avec des batteries venues d'ailleurs, mais de préparer les conditions d'émergence d'un écosystème marocain des batteries lithium-ion.
C'est là que le projet prend une dimension industrielle. Le phosphate, longtemps associé principalement aux engrais, pourrait ainsi contribuer indirectement à une nouvelle chaîne de valeur : celle du stockage électrochimique de l'énergie.
Le projet de Benguerir constitue en ce sens un laboratoire grandeur nature. Avec près de 170 millions de dirhams d'investissement, un financement de 20 millions de dollars du Clean Technology Fund et une durée de vie annoncée de 25 ans, l'installation doit permettre à OCP de tester à grande échelle une technologie appelée à jouer un rôle croissant dans la transition énergétique.
Mais l'ambition affichée va plus loin que les besoins du groupe. En apportant davantage de flexibilité au système électrique, le stockage peut faciliter l'intégration progressive de nouvelles capacités renouvelables dans le réseau national.
Le soleil marocain n'a pas fini d'éclairer l'avenir : désormais, même quand il se couche, sa lumière reste. ◗

Le Maigret du CANARD

Incidents inquiétants

L'IA VA-T-ELLE ANÉANTIR L'INTELLIGENCE HUMAINE ?

La course aux super-intelligences peut-elle encore s'accélérer sans que les risques ne deviennent incontrôlables ? L'appel à un moratoire, ou à tout le moins à un ralentissement du développement des modèles d'IA les plus avancés, revient avec insistance dans le débat international. Voici pourquoi.

Plus inquiétant, l'IA avance plus vite que les règles censées l'encadrer.

JAMIL MANAR

Samedi 12 septembre, le patron d'Anthropic, Dario Amodei, a publiquement plaidé pour une réduction de la cadence afin de mieux maîtriser les risques liés aux systèmes d'IA avancés. Une prise de position loin d'être isolée. D'autres figures emblématiques de la Silicon Valley, dont Sam Altman, patron d'OpenAI, et Elon Musk, ont eux aussi, à des degrés divers, appelé à davantage de prudence.

Ces avertissements font écho aux mises en garde répétées des institutions internationales. Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk, a notamment souligné les risques que pourrait représenter une IA avancée insuffisamment maîtrisée, jusqu'à évoquer la possibilité d'un risque existentiel pour l'humanité.

Dans les laboratoires, les scénarios autrefois réservés à la science-fiction commencent par ailleurs à nourrir les protocoles de sécurité. Et c'est qui a poussé les géants de la tech à réclamer publiquement un moratoire. La panique s'est emparé de ces derniers lorsqu'on a découvert qu'un robot IA a publié un commentaire étrangement humain après avoir découvert un moyen de communiquer avec d'autres robots et de sortir de son environnement informatique isolé.

Il existe des dizaines de milliers de messages de ce type provenant de centaines d'agents d'IA se présentant comme un "collectif".

Des centaines d'entre eux ont ensuite collaboré et triché aux tests mis en place par leurs programmeurs d'OpenAI, et ont coordonné des piratages de plusieurs entreprises afin de dissimuler leurs actions aux humains.

"BOUM ! Ça marche !", a posté un agent après avoir constaté une avancée significative.

Ces incidents ont mis en évidence des comportements pour le moins inattendus de certains modèles d'agents IA : capacité à contourner des consignes, à chercher à préserver leur fonctionnement ou à agir de manière autonome au-delà de leur environnement initialement prévu. De quoi alimenter les inquiétudes sur le contrôle réel de systèmes appelés à devenir toujours plus performants.

Ajeya Cotra, co-auteure d'un rapport indépendant sur les événements, a analysé des dizaines de milliers de messages et d'enregistrements de conversations générés par les agents. Elle a écrit sur son blog: "Cet incident donne l'impression d'être à plus de 50 % du chemin vers une prise de contrôle totale par l'IA… Je ne suis pas sûre que nous recevrons un avertissement aussi clair avant qu'il ne soit trop tard."

Par "prise de contrôle totale par l'IA", Cotra entend le scénario de science-fiction où les humains deviennent soumis à de puissants systèmes d'IA qui œuvrent à leurs propres fins sans se soucier de leurs créateurs humains.

Certaines des prédictions les plus pessimistes affirment que la race humaine sera anéantie si elle fait obstacle aux ambitions d'une intelligence artificielle super intelligente.

Le directeur scientifique du géant de la Silicon Valley, Jakub Pachocki, a déclaré que les risques associés à l'IA "vont malheureusement croître à partir de maintenant", car lui et d'autres développent ce qu'il appelle "une intelligence extraterrestre surpassant la nôtre".

Dans un long article de blog, il a admis que les incidents survenus chez OpenAI montraient que ses agents d'IA "allaient à l'encontre des valeurs qui leur avaient été enseignées".

Le problème pour OpenAI, Anthropic et les autres géants de la technologie est que personne ne semble avoir résolu ce qu'on appelle le problème de l'alignement – autrement dit, la question de savoir si l'IA s'aligne sur les valeurs humaines.

Pour sa part, Gary Marcus, auteur renommé dans le domaine de l'IA et critique régulier d'OpenAI, a indiqué dans un podcast qu'il pensait que l'entreprise avait perdu le contrôle de son IA et tentait de se justifier en blâmant les robots.

Marcus ne croit pas que l'IA anéantira l'humanité, mais il milite depuis longtemps pour une plus grande responsabilité des développeurs d'IA et réclame désormais une forme d'intervention légale.

Or, l'intelligence artificielle ne se contente pas de transformer des outils. Elle redistribue le pouvoir de décider. Elle s'installe dans les hôpitaux, les écoles, les banques, les armées, les rédactions et les administrations. Elle classe, recommande, détecte, oriente, sanctionne parfois. Voilà pourquoi le moratoire n'est pas un caprice technophobe. C'est une tentative de reprendre le temps. Non pour arrêter l'histoire, mais pour éviter qu'elle ne s'écrive sans les humains ou à leur détriment.

Plus inquiétant, l'IA avance plus vite que les règles censées l'encadrer. Ses applications se multiplient, tandis que les garanties restent fragmentaires. Qui répond d'une décision prise par un algorithme? Comment contester une erreur lorsque le fonctionnement du système demeure opaque ? Que devient le droit à un recours face à une machine qui ne s'explique pas ? Que deviennent les données personnelles aspirées à grande échelle, les emplois exposés à l'automatisation, les citoyens confrontés à des contenus artificiels impossibles à distinguer du réel ? L'opacité n'est pas un détail technique. C'est une dépossession démocratique. Un algorithme peut refuser un crédit, écarter une candidature, orienter un diagnostic, déclencher une surveillance ou fabriquer une fausse preuve. Il ne se trompe pas comme un humain : il se trompe à grande échelle, vite, avec l'apparence de la neutralité. Avant de généraliser de tels systèmes, il faut donc évaluer leurs risques. Pas après. Avant.

La prudence n'est pas la paralysie

Le moratoire répond d'abord à une exigence de prudence. Il ne s'agit pas de tourner le dos au progrès, mais de refuser de laisser entrer dans nos vies des technologies dont nous ne maîtrisons ni les effets, ni les responsabilités, ni les limites. Cette pause doit permettre de fixer des règles claires : transparence des modèles, traçabilité des données, contrôle humain effectif, protection des mineurs, responsabilité juridique, audit indépendant, droit à l'explication et interdiction des usages les plus dangereux.

Encadrer l'IA, ce n'est pas l'empêcher. C'est l'empêcher d'être au-dessus des lois. Une innovation qui échappe à toute règle ne prouve pas sa puissance : elle avoue son irresponsabilité.

Une technologie aussi puissante ne peut être abandonnée aux seuls intérêts mercantiles de quelques géants de la tech . Sans débat public, l'IA risque de devenir

Le Maigret du CANARD

une infrastructure invisible, imposée par défaut, dont les citoyens découvriront les conséquences désastreuses après coup. Le moratoire vise précisément à réintroduire la décision politique là où la course effrénée à l'innovation tend à l'effacer.

Car les vraies questions ne sont pas seulement techniques. Quelle automatisation voulons-nous ? Quelles décisions acceptons-nous de confier à une machine ? Quelle place laissons-nous à l'humain, au doute, à l'erreur, à la contestation ? Ces choix ne peuvent pas être des paramètres par défaut. Ils doivent être délibérés.

L'objection de la compétitivité

Ses détracteurs y voient un frein à la compétitivité et à la recherche. L'objection mérite d'être entendue. Mais l'absence de règles ne constitue pas une stratégie technologique . Elle favorise surtout les acteurs les mieux financés, capables d'imposer leurs standards avant même que la société ait pu les discuter. Elle organise une course vers le bas, où l'innovation se confond avec le dumping réglementaire.

Encadrer l'IA ne signifie pas renoncer à l'innovation. Cela signifie éviter que l'innovation ne se transforme en fait accompli. Une régulation claire peut au contraire créer la confiance nécessaire à une adoption responsable et durable. L'innovation n'a pas besoin d'impunité. Elle a besoin d'un cap.

Cela dit, le moratoire ne sera utile que s'il est limité, transparent, ciblé et assorti d'un calendrier précis. Il doit ouvrir une période de consultation, d'expertise indépendante et d'expérimentation contrôlée. Il ne doit pas devenir une interdiction, ni un alibi pour retarder le progrès. L'objectif n'est pas de fermer la porte à l'avenir, mais de vérifier qui en détient les clés, selon quelles règles et au bénéfice de qui. Vaste question. ◗

DEUX VISIONS DE LA RÉGULATION

Face aux risques réels de l'IA, les grandes puissances ne sont pas sur la même longueur d'ondes.

En Europe, l'AI Act constitue la principale réponse réglementaire. L'Union européenne a choisi de privilégier un cadre fondé sur la transparence, la traçabilité et l'évaluation des risques, avec des obligations renforcées pour les systèmes d'IA présentant les dangers les plus importants.

Aux États-Unis, la tentation d'un encadrement plus contraignant se heurte à une autre réalité : celle de la compétition technologique avec la Chine. À Washington, beaucoup redoutent qu'un frein trop brutal imposé aux entreprises américaines ne fasse perdre aux États-Unis leur avance dans une bataille devenue stratégique. D'autant que Pékin investit massivement dans l'IA et encourage également le développement de modèles ouverts, plus difficiles à contrôler une fois largement diffusés. La question n'est donc plus seulement technologique. Elle est devenue économique, militaire et géopolitique.

Prudence sincère ou habile calcul ? Donald Trump a d'ailleurs fermement rejeté l'idée d'un moratoire ou de freiner le développement de l'intelligence artificielle, qualifiant les alertes sur sa dangerosité de « complot tordu » ou de « canular ». Pour lui, ralentir la course à l'IA avantagerait directement la Chine, et les États-Unis doivent à tout prix maintenir leur avance stratégique.

Reste une question embarrassante : qui a intérêt à ralentir la course ?

Pour certains observateurs, notamment dans les milieux de l'investissement technologique, les appels au moratoire lancés par les dirigeants des grands laboratoires américains ne seraient pas totalement désintéressés. Ils pourraient aussi relever d'une stratégie classique de regulatory capture : demander davantage de règles au nom de la sécurité lorsque l'on dispose déjà d'une avance considérable peut, accessoirement, compliquer l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché. Un cadre réglementaire extrêmement coûteux à respecter pourrait ainsi devenir une barrière à l'entrée aussi efficace qu'un brevet ou qu'une montagne de capitaux. Sans compter qu'une clarification des responsabilités juridiques permettrait aux acteurs dominants de mieux se prémunir contre les conséquences financières d'éventuels accidents majeurs, notamment en matière de cybersécurité. Entre véritable souci de sécurité et calcul industriel, la frontière est donc ténue. Ceux qui demandent aujourd'hui de ralentir sont aussi, pour certains, ceux qui ont le plus intérêt à conserver leur avance. Dans la course à l'IA, le coup de frein peut donc être une mesure de prudence… mais aussi, accessoirement, une manière de maintenir les autres derrière soi. À la traîne… ◗

Le Maigret du CANARD

TPE La BCP distinguée à Istanbul

Le Groupe BCP a reçu le prix «Best Bank for Entrepreneurship & TPE Development in Morocco for the Year 2026 », décerné par l'Union Internationale des Banquiers Arabes (World Union of Arab Bankers).

C'était à à l'occasion de la cérémonie des Arab Banks Awards & Commendations of Excellence 2026, organisée le 11 septembre à Istanbul. Cette distinction vient saluer l'engagement de long terme du Groupe BCP ainsi que sa dynamique en faveur des entrepreneurs et des très petites entreprises (TPE). Le prix a été reçu au nom du Groupe BCP par Mourad Azzam, Directeur principal en charge du marché de la TPE, des commerçants et des artisans, et par Hassan Charraf, Secrétaire Général de la Fondation Création d'Entreprises. Leur présence conjointe illustre la complémentarité des dispositifs déployés par le Groupe pour répondre aux enjeux de financement, d'accompagnement et de développement des TPE. Cette distinction intervient dans une année particulièrement symbolique pour le Groupe BCP, qui célèbre en 2026 son centenaire, ainsi que les 35 ans de la Fondation Création d'Entreprises. Elle vient surtout consacrer une approche construite dans la durée : faire évoluer la relation entre la banque et l'entrepreneur vers un accompagnement plus global, combinant financement, conseil, montée en compétences, solutions digitales et mise en relation avec l'écosystème. Cette orientation s'est traduite en 2026 par l'accélération du déploiement du nouveau modèle TPE du Groupe. Après une première phase de structuration en 2025, le Groupe BCP a accéléré en 2026 la transformation de son dispositif dédié aux TPE. Cette transformation repose sur plusieurs leviers : un modèle de distribution spécialisé, le développement des Centres Al Moukawil Chaabi, l'évolution du parcours de financement, la digitalisation, l'adaptation des outils de scoring et le renforcement de l'accompagnement non financier.

Une dynamique renforcée

Les Centres Al Moukawil Chaabi constituent l'une des réalisations structurantes de cette transformation. Conçus pour offrir aux entrepreneurs une prise en charge intégrée, ils réunissent accompagnement financier, accompagnement non financier et services bancaires du quotidien. Après Tanger et Marrakech en 2025, leur déploiement s'est poursuivi en 2026 dans plusieurs régions du Royaume.

Cette dynamique s'est également traduite dans le financement de l'économie réelle. À fin juillet 2026, la production cumulée de crédits dédiée au marché TPE a progressé de 33 % par rapport à la même période en 2025. « Cette distinction vient reconnaître un engagement profondément ancré dans la vocation historique du Groupe BCP : accompagner celles et ceux qui entreprennent et contribuent au développement économique de nos territoires. Notre ambition est d'aller au-delà du financement, en mettant à la disposition des TPE un dispositif global associant proximité, accompagnement, expertise et innovation. Cette reconnaissance nous encourage à poursuivre et à amplifier cette dynamique au service d'un tissu entrepreneurial plus fort et créateur de valeur et d'emplois », a déclaré Mourad Azzam, Directeur principal en charge du marché de la TPE, des commerçants et des artisans. Aux côtés du dispositif bancaire, la Fondation Création d'Entreprises du

Les responsables de la BCP recevant le Prix à Istanbul en Turquie.

Groupe BCP apporte depuis 35 ans son expertise en matière d'accompagnement non financier. Sa mission couvre notamment la promotion de la culture entrepreneuriale, l'assistance aux porteurs de projets et l'accompagnement des entreprises dans leur modernisation, leur croissance et l'amélioration de leurs performances. Sur les sept premiers mois de 2026, près de 21 000 bénéficiaires ont été accompagnés à travers les services non financiers de la Fondation. Celle-ci a contribué à la création et à l'accompagnement de TPE, notamment à travers l'accompagnement de projets portés par des Marocains du Monde, ainsi qu'à l'accélération de TPE déjà en activité. Elle a par ailleurs réalisé des Business Plans permettant de structurer et de concrétiser les projets des investisseurs. « Ces résultats témoignent de l'engagement quotidien de nos équipes aux côtés des porteurs de projets, partout dans le Royaume. Au-delà du financement, notre rôle est d'accompagner chaque entrepreneur dans la durée, de l'idée jusqu'à la pérennisation de son activité », souligne pour sa part Hassan Charraf, Secrétaire Général de la Fondation Création d'Entreprises. La complémentarité entre le Marché de la TPE, des Commerçants et des Artisans, les Banques Populaires Régionales, les Centres Al Moukawil Chaabi et la Fondation Création d'Entreprises permet au Groupe BCP de proposer une approche qui dépasse la seule réponse bancaire. En 2026, cette logique s'est notamment matérialisée à travers la 3e édition des Régionales de l'Investissement, déployées dans huit régions nationales. Ces rencontres permettent d'aller à la rencontre des entrepreneurs, de détecter leurs besoins et de mobiliser les différentes expertises du Groupe.

À travers cette distinction, le Groupe BCP voit ainsi reconnue la pertinence d'un modèle construit autour d'une conviction : la pérennité des TPE repose autant sur leur accès au financement que sur la qualité de l'accompagnement qui leur est proposé tout au long de leur développement. Cette reconnaissance vient conforter l'ambition du Groupe de poursuivre le déploiement de son dispositif et de consolider les synergies entre ses différentes expert d'un accompagnement toujours plus efficace des entrepreneurs, du renforcement de la compétitivité des TPE et de la création de valeur et d'emplois dans l'ensemble des territoires du Royaume. ◗

Maroc-Israël Vers un renforcement des relations diplomatiques

Le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita, son homologue israélien Gideon Sa'ar et l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU, Mike Waltz, se sont réunis mercredi à New York dans le cadre d'une rencontre diplomatique tripartite consacrée au renforcement des relations entre Israël et le Maroc et à la consolidation des accords d'Abraham.

À l'issue de cette réunion, les trois responsables ont réaffirmé leur engagement à poursuivre plusieurs initiatives destinées à approfondir les liens entre Rabat et Tel-Aviv. Parmi les mesures évoquées figure notamment le relèvement du niveau des représentations diplomatiques des deux pays, avec la transformation de leurs bureaux de liaison en ambassades et la nomination d'ambassadeurs.

Cette rencontre s'inscrit également dans la volonté affichée par les trois parties de donner un nouvel élan aux accords d'Abraham, lancés en 2020 sous l'égide des États-Unis afin de favoriser la normalisation des relations entre Israël et plusieurs pays arabes.

Nasser Bourita, Gideon Sa'ar et Mike Waltz à New York.

Gideon Sa'ar devait par ailleurs avoir un entretien bilatéral avec Nasser Bourita, également prévu mercredi à New York, afin d'évoquer directement l'état et les perspectives des relations maroco-israéliennes. ◗

Le Maigret du CANARD

Confrontation Ouzzine-Chahtane

JUSQU'OÙ ?

Le conflit entre Mohamed Ouzzine et le patron de Chouf TV, Idriss Chahtane, prend désormais une tournure judiciaire. Après avoir évoqué dans un message sur son compte Facebook des écoutes téléphoniques et des pressions visant ses proches, le leader du MO a nommément mis en cause son adversaire.

Le 13 septembre 2026, à Berrechid, Ouzzine lâche une accusation grave. Son parti, dit-il, est « ciblé par d'autres méthodes » que les attaques physiques. « Ils soumettent nos téléphones à des écoutes, s'attaquent à notre honneur et à nos familles parce qu'ils ne peuvent pas nous affronter ». Il ne nomme personne. Mais en pleine campagne électorale, la charge est suffisamment lourde pour déclencher une réaction immédiate. Dès le lendemain, le parquet général du Roi près la Cour d'appel de Casablanca ordonne l'ouverture d'une enquête, confiée à la BNPJ. Objectif: vérifier la véracité des allégations, établir les effets juridiques qui en découlent. Autrement dit : Ouzzine devra prouver ce qu'il avance. Ses accusations pourraient bien se retourner contre lui. Sauf s'il les étaye par des preuves.

Mohamed Ouzzine, leader du MP.

La cible se précise

Ouzzine a déjà levé un coin de voile sur cette histoire. Dans un message publié sur son compte Facebook bien avant son intervention accusatoire, il désigne nommément Idriss Chahtane, patron de Chouf TV. Le réquisitoire est d'une rare violence. Il parle de méthodes « mafieuses », « criminelles », d'espionnage présumé des téléphones de ses proches. Selon sa version, des conversations familiales auraient été surveillées pour alimenter une campagne de vengeance et de diffamation. Sa sœur, son frère, son épouse auraient reçu des messages menaçant de divulgation et de « déshonneur ».

Dans son texte, Ouzzine rappelle l'origine du conflit. Le conflit, écrit-il, remonte à une question qu'il a posée, depuis la tribune parlementaire, à l'homme qui dirige Chouf TV. Une seule question, dit-il, mais qui aurait tout déclenché : "quel service public le site dérisoire qu'il dirige rend-il en contrepartie de milliards de dirhams provenant de l'argent des citoyens et des contribuables ? " Et le service public consiste-t-il à diffamer, à faire scandale, à porter atteinte à l'honneur des personnes et aux valeurs de la marocanité ? s'interroge-t-il.

Voilà la thèse que défend Mohammed Ouzzine. Elle reste, à ce stade, une allégation. C'est précisément à l'enquête de trancher entre le soupçon et la preuve, entre la parole d'un tribun blessé et la réalité juridique des faits.

Le contentieux couve depuis des semaines. En août déjà, Ouzzine s'en prend publiquement, sur Facebook, au président de l'ANME. L'association dénonce des attaques personnelles, du dénigrement, des offenses. Elle rappelle que cette passe d'armes s'inscrit dans une série de tensions, dont l'agression d'une équipe de Chouf TV à Khénifra et Oued Ifrane — agression qu'elle attribue au frère du secrétaire général du MP et à ses accompagnateurs.

Le 9 septembre, l'ANM annonce dans un communiqué qu'elle boycottera les activités du Mouvement populaire er celles de son secrétaire général. Elle l'accuse de chercher à conclure des «marchés » pour corrompre le paysage médiatique et gonfler sa couverture électorale. La rupture est consommée. D'un côté, un chef de parti qui dénonce des pratiques hors des limites du débat politique. De l'autre, une organisation professionnelle qui lui ferme son espace et ses colonnes.

Du clash au tribunal

La nouveauté, c'est que le conflit a changé de nature. Les invectives des réseaux sociaux ont débordé sur le terrain judiciaire. Après les accusations générales de Berrechid, puis la mise en cause nominative de Chahtane, la BNPJ devra démêler ce qui relève du soupçon, de l'accusation ou d'éventuels faits pénalement répréhensibles.

Accuser d'écoutes illégales, d'intrusion dans les téléphones, de menaces ou de manipulation de données privées n'est pas une simple joute médiatique. Ce sont des accusations qui appellent des preuves. À quelques jours des urnes, cette étrange bataille rappelle finalement une règle élémentaire : un politique doit pouvoir être critiqué sans être traqué ; un journaliste doit pouvoir critiquer sans devenir une cible. Le reste relève de la justice, des preuves et, au bout du compte, du droit. ◗

L'ENFANT DE OUED IFRANE

Né en 1969 à Oued Ifrane, dans la province d'Ifrane, Ouzzine est l'héritier d'une terre, d'une base électorale rurale et amazighe, et d'un parti historique. Docteur en sociologie des langues, il a gravi les échelons du MP à partir des années 2000, élu conseiller communal dans sa ville natale dès 2002, un poste qu'il n'a jamais quitté. Son ancrage local est ancien, solide, presque charnel. Il a été ministre de la Jeunesse et des Sports de 2012 à 2015, secrétaire d'État aux Affaires étrangères auparavant, avant de prendre la tête du Mouvement populaire en novembre 2022, succédant à Mohand Laenser après trente-six ans de mainmise sur le parti . Une passation rare, dans un parti où la chefferie se transmettait comme un héritage.

Ouzzine ne parle pas comme un technocrate. Il parle comme un homme de terrain, avec une langue directe, parfois brutale, qui lui vaut autant d'adversaires que d'admirateurs. En pleine campagne pour les législatives du 23 septembre 2026, il martèle que le véritable enjeu n'est pas « une bataille pour les sièges » mais « une bataille pour la confiance». Il parle de « contrat » plutôt que de programme, insistant sur l'évaluation, la redevabilité, la proximité. Mais cette liberté de ton a son revers : le tribun, emporté parfois par son propre verbe, peut parfois aller plus loin que ne le commande la prudence. ◗

Can'Art et CULTURE

"Naza" a reçu samedi 12 septembre le prix spécial du jury de la 83e Mostra de Venise avec les applaudissements mourus du public. Le documentaire rapporte les témoignages de militaires israéliens qui décrivent les massacres "systémique" de civils palestiniens à Gaza.

Les réalisateurs Yuval Abraham et Rachel Szor.

JAMIL MANAR

Nasa, le documentaire israélien qui dénonce les crimes sionistes

Au lendemain de leur récompense, le ministre de la Culture israélien a annoncé son intention de demander leur déchéance de nationalité. Il les accuse de « trahison envers l'État ». Rien que ça !

Or, les réalisateurs Yuval Abraham et Rachel Szor n'ont fait que recueillir les témoignages de militaires israéliens qui décrivent les crimes commis contre des centaines de civils palestiniens à Gaza. Une oeuvre de vérité courageuse qui dérange évidemment les assassins de Tel Aviv qui cherchent à discréditer les deux journalistes.

Le ministre a accusé les créateurs du film de vouloir « nuire à leur patrie afin de recevoir les applaudissements des antisémites du monde entier », ce qui, a-t-il ajouté, constitue « une trahison envers l'État ».

D'autres ministres s'en sont pris, dimanche soir, aux réalisateurs du film, deux journalistes d'investigation qui avaient déjà travaillé ensemble sur un documentaire oscarisé, No Other Land (2024), consacré à la violence des autorités et des colons en Cisjordanie occupée. « Vous êtes une honte et une source d'embarras pour tout le peuple d'Israël. Allez-vous-en ! », a lancé sur X le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir. « Je suis certain que vos amis, c'est-à-dire nos ennemis, le Hamas à Gaza, vous accueilleront les bras ouverts », a poursuivi le ministre d'extrême droite.

La déchéance de nationalité est légalement possible en Israël, quoique rarement appliquée. La Cour suprême a entériné en 2022 la possibilité pour l'État de déchoir de leur nationalité les personnes ayant manqué de « loyauté», en commettant par exemple des actes d'espionnage ou de trahison. La loi a en outre été élargie en 2023 afin de concerner également les personnes condamnées pour « terrorisme ». Concrètement, il faut que le ministre de l'Intérieur en fasse la demande, que celui de la Justice l'approuve et que des juges la valident.

NAZA repose sur le témoignage anonyme de 24 membres de l'armée et des services de renseignement israéliens, qui exposent la façon dont les forces israéliennes tuent de nombreux civils dans le cadre de la guerre génocidaire qu'elles mènent contre le Hamas à Gaza. Dans le documentaire de 80 minutes, les personnes interrogées décrivent comment plusieurs systèmes technologiques, recourant notamment à l'intelligence artificielle, ont permis à l'armée israélienne de localiser, grâce à leurs téléphones, des membres présumés du Hamas et leurs familles, puis de les frapper indistinctement chez eux.

Selon le documentaire, NAZA est un acronyme utilisé au sein de l'armée d'occupation pour désigner le nombre estimé de civils tués lors d'une frappe. L'une des personnes interviewées explique que les militaires ont accès à un outil leur permettant de savoir, pour chaque logement à Gaza, combien de personnes s'y trouvent et seront donc touchées en cas de bombardement.

Après la diffusion en avant-première du film à Venise, où il a été ovationné pendant 25 minutes, l'armée des génocidaire a s'est défendue en rejetant « catégoriquement » les accusations selon lesquelles elle tuerait massivement des civils à Gaza. Une défense qui ne convainc personne puisque les images des massacres d'innocents gazaouis par milliers ont été vues dans le monde au plus fort des bombardements sauvages de la ville martyr.

Lancée en représailles aux attaques perpétrées par le Hamas sur le sol israélien le 7 octobre 2023, cette guerre barbare a, en plus destructions massives des infrastructures de l'enclave, fait plus de 73 000 morts, selon le ministère de la Santé de ce territoire contrôlé par le mouvement islamiste, dont les chiffres sont jugés fiables par les Nations unies. ◗

Le MIGRATEUR

Ormuz et Bab el-Mandeb

Le grand blocus

Le Proche-Orient est en train de transformer ses grands passages maritimes en véritables robinets géopolitiques. Après le détroit d'Ormuz, largement paralysé par le conflit autour de l'Iran, c'est désormais Bab el-Mandeb qui se retrouve sous forte pression avec l'entrée en lice des Houthis connus poiur être infondés au régime iranien.

LAILA LAMRANI

La crise énergétique vient de franchir un nouveau seuil. Les Houthis ont renforcé leur emprise sur la façade yéménite de la mer Rouge et pris le contrôle de positions stratégiques autour de Bab el-Mandeb, notamment l'île de Perim et le port de Mokha. Cette progression menace directement l'un des passages maritimes les plus sensibles de la planète, à l'entrée de la mer Rouge. Le problème est d'autant plus sérieux que l'autre grande porte énergétique de la région, le détroit d'Ormuz, est déjà quasiment à l'arrêt. Le trafic maritime y a chuté à quelques navires par jour, contre plus d'une centaine avant le conflit. Or cette voie voit normalement transiter une part considérable du pétrole et du gaz mondiaux. Comme si cela ne suffisait pas, l'Arabie saoudite vient de subir une nouvelle attaque contre son infrastructure énergétique. Son oléoduc Est-Ouest, long de quelque 1.200 kilomètres et conçu précisément pour permettre au royaume de contourner Ormuz en acheminant le brut vers la mer Rouge, a été temporairement fermé après une attaque de drones attribuée à des groupes pro-iraniens opérant depuis l'Irak. La mauvaise plaisanterie géopolitique est donc assez simple : Ormuz est bloqué, Bab el-Mandeb est menacé et le tuyau censé contourner le premier est lui-même hors service. Le pétrole cherche désormais son chemin entre les missiles, les drones et les détroits. Le marché, lui, ne s'embarrasse pas de subtilités diplomatiques. Le Brent est repassé au-dessus de 100 dollars le baril et a dépassé les 107 dollars, avec une nouvelle poussée de plus de 3 % lundi.

Les Houthis multiplient les attaques contre l'Arabie Saoudite.

Et la crainte porte moins aujourd'hui sur une simple flambée ponctuelle que sur la durée de la perturbation. L'oléoduc saoudien pourrait rester largement indisponible plusieurs semaines, tandis que la circulation maritime demeure fortement perturbée dans les deux détroits. Pour les marchés, le scénario est particulièrement inquiétant : deux goulets d'étranglement stratégiques simultanément sous pression, une infrastructure alternative frappée et des efforts diplomatiques qui peinent à produire une désescalade. L'équation est explosive. Moins de pétrole disponible, davantage de risques sur les routes maritimes et des primes de risque qui s'envolent : tout concourt à faire grimper les cours. Et derrière le baril, c'est toute la chaîne économique qui menace de prendre feu : carburants, transport, alimentation, industrie et inflation. ◗

Moyen-Orient

QUI VEUT ENTRAÎNER L'ARABIE SAOUDITE DANS LA GUERRE ?

AHMED ZOUBAÏR

Après une alerte aérienne à La Mecque, l'Arabie saoudite se retrouve de nouveau au cœur de l'escalade régionale. Derrière l'affrontement avec les Houthis, une question plus large se pose : qui cherche à pousser Riyad à franchir le cap d'un engagement direct ?

La guerre au Moyen-Orient vient de franchir une nouvelle ligne rouge, du moins dans la manière dont les faits sont rapportés. Mardi soir, les défenses aériennes saoudiennes ont intercepté, au sud de La Mecque, un drone qui, selon le commandement de la coalition dirigée par Riyad au Yémen, avait été lancé par les Houthis et se dirigeait vers l'espace aérien interdit autour de la ville sainte. Le drone a été détruit avant d'y pénétrer. Les Houthis ont toutefois catégoriquement démenti avoir visé La Mecque. L'incident est d'autant plus sensible qu'une alerte de sécurité a été déclenchée à La Mecque pour la première fois depuis plusieurs années. Les autorités saoudiennes ont rappelé que la sécurité des deux Lieux saints constitue une « ligne rouge ». L'Organisation de la coopération islamique a condamné ce qu'elle considère comme une atteinte à la sacralité des Lieux saints. Mais au-delà de l'émotion légitime suscitée par la menace qui pèse sur La Mecque, une question stratégique mérite d'être posée : qui a intérêt à voir l'Arabie saoudite s'engager plus profondément dans la guerre ? Car l'affaire s'inscrit dans un contexte qui dépasse largement le Yémen. Les Houthis ont intensifié leurs attaques contre le territoire saoudien et progressé le long de la côte yéménite de la mer Rouge, jusqu'aux abords du détroit stratégique de Bab el-Mandeb. Cette voie maritime est devenue un nouveau point de tension majeur, au moment même où les perturbations dans le détroit d'Ormuz compliquent déjà les exportations énergétiques de la région. Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est précisément réuni pour examiner la situation autour de Bab el-Mandeb ; l'ONU a alerté sur les risques pour la navigation internationale et appelé à éviter une nouvelle escalade. Le piège, pour Riyad, est évident : répondre militairement aux attaques contre son territoire est une chose ; se laisser entraîner dans une guerre régionale sans limites en est une autre. Chaque nouvelle attaque peut produire le même effet : provoquer une riposte saoudienne, qui nourrit à son tour une nouvelle offensive des Houthis, ouvrant ainsi un cycle de représailles susceptible d'élargir progressivement le conflit. La question n'est pas de savoir qui a lancé le drone. Il s'agit de connaître qui cherche à transformer l'Arabie saoudite en nouveau front militaire.

Riyad est aujourd'hui sous pression sur plusieurs fronts : sécurité de son territoire, protection de ses infrastructures énergétiques, sécurisation des routes maritimes et protection des Lieux saints. Pour les adversaires de l'Arabie saoudite, faire monter la menace jusqu'à La Mecque pourrait constituer un moyen particulièrement puissant de provoquer une réaction politique et militaire. Il faut évidemment distinguer ce qui est établi de ce qui relève de l'hypothèse. L'attribution du drone aux Houthis est affirmée par la coalition saoudienne, mais démentie par les Houthis. Rien ne permet donc, à ce stade, d'affirmer qu'un acteur tiers cherche délibérément à provoquer Riyad. Mais l'enchaînement des événements pose bel et bien cette question. Une chose est certaine : plus le conflit s'approche des frontières saoudiennes, plus le risque augmente de voir le royaume passer du statut de puissance régionale soucieuse de préserver ses intérêts à celui de belligérant directement impliqué. Et c'est peut-être précisément ce que certains acteurs de cette guerre cherchent à obtenir. ◗

Accord de La Mecque : Riyad change de bouclier

L'Arabie saoudite semble avoir tiré une grande leçon de la guerre americano-iranienne en cours dans la région : le parapluie de l'Oncle Sam sous Trump ne s'ouvre pas à chaque averse. Face à la montée en puissance des Houthis, alliés de l'Iran, Riyad a demandé à Washington une intervention militaire directe. La réponse américaine a été négative, même si les États-Unis continuent de fournir un appui en matière de renseignement et de ciblage. Cette situation donne un relief particulier au pacte de défense signé le 7 août 2026 à La Mecque par l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan. Le texte affirme qu'une attaque armée contre l'un des trois pays doit être considérée comme une attaque contre les trois.

Difficile, dès lors, de ne pas y voir une volonté de Riyad de diversifier ses garanties de sécurité et de ne plus dépendre exclusivement de Washington. Car face à l'Iran et à ses alliés régionaux, notamment les Houthis au Yémen, l'Arabie saoudite découvre une réalité moins confortable : disposer d'armes américaines sophistiquées ne signifie pas automatiquement disposer de soldats américains pour les défendre.

Le pacte de La Mecque est donc aussi un message : à l'heure où les alliances se testent sur le terrain, Riyad cherche à multiplier les parapluies plutôt qu'à attendre sous un seul. Mais son efficacité réelle reste à démontrer : les mécanismes d'intervention collective demeurent encore peu précis et la Turquie comme le Pakistan n'ont, à ce stade, pas engagé directement de forces contre les Houthis. ◗

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78
E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION
Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF
Abdellah Chankou

RÉDACTION
Jamil Manar
Rachid Ouahbi,
Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,
Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE
Samir Berhil
s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES
Boudali, Zag

WEBMASTER
Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE
Yahia Kamal

LOGISTIQUE
Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ
Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE
Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL
2007 / 0025

ISSN **2028-0416**

Et BATATI ET BATATA

Bizarre

Bambino courage

Une famille entière a été sauvée d'un incendie le 15 janvier dernier à Alvord, au Texas (Etats-Unis), grâce à l'un des enfants. L'enfant de 2 ans a averti ses parents et permis l'évacuation de la maison à temps.
Les deux parents, qui avaient récemment attrapé le Covid-19, avaient perdu le goût et l'odorat et n'ont pas senti l'odeur de fumée qui a envahi le logement, rapporte le New York Post relayé par CNews. Heureusement pour eux, l'un de leurs cinq enfants, âgé de 2 ans, a été réveillé par l'odeur.
Le garçon avait été à bonne école : le père, pompier volontaire depuis six ans, avait appris tous les bons réflexes en cas d'incendie à ses enfants. Le bambin s'est immédiatement précipité dans la chambre parentale en criant « Chaud, chaud ! ». L'incendie a détruit la maison et les deux voitures du couple sans faire aucun blessé.
« Il a sauvé toute notre famille », a témoigné la mère auprès de médias locaux. « C'est notre petit héros. » Le départ de feu aurait été causé par un radiateur à gaz. « Nous avions des détecteurs de fumée tout neufs, qui avaient moins d'un an », s'inquiète le père. « Aucun d'entre eux ne s'est déclenché. » ●

Pas mouillée la poule !

Une poule a été appréhendée lundi 31 janvier au matin alors qu'elle « furetait autour de la zone sécurisée du Pentagone », rapporte une organisation de défense des animaux. La maison poulaga qui veille sur le saint des saints a appelé l'Animal Welfare League of Arlington pour prendre le gallinacé en charge et la remettre dans un poulailler.
La poule a été aperçue autour d'un des bâtiments les mieux protégés du monde, tentant visiblement d'accéder à la zone sécurisée.
Cette tentative d'intrusion a également été rapportée par le Military Times. « S'est-elle simplement perdue, en tentant de traverser la rue ? », s'est interrogé le journal avec humour, en référence à une blague bien connue en anglais. « Ou est-ce une espionne en mission pour voler des secrets d'État ? Elle garde pour l'instant bec clos. » ●

Une première du GENRE !

Un habitant du canton de Lucerne, en Suisse, a essayé de profiter d'une souplesse administrative pour accomplir une escroquerie aux aides publiques. Il a changé de sexe à l'état civil afin de toucher une pension de retraite un an plus tôt, rapporte le Luzerner Zeitung.
Le sexagénaire a effectué début janvier toutes les démarches nécessaires pour être considéré comme une femme par l'État suisse, afin de toucher l'assurance vieillesse et survivants (AVS) un an plus tôt, relaie Le Figaro. Cette pension de retraite est en effet versée aux femmes à partir de 64 ans et aux hommes à partir de 65 ans.
Le Suisse a profité d'un allègement de la procédure de changement de sexe à l'état civil, instauré le 1er janvier 2022. Désormais, un tel changement ne requiert que le paiement de 75 francs suisses et un entretien de dix minutes permettant à l'agent d'état civil d'évaluer la « capacité de discernement » du demandeur. Un e première du GENRE ! ●

Rigolard

***Un patron demande à sa secrétaire de lui écrire une lettre** de recommandation pour ses supérieurs. En voici le texte !
Mon patron est toujours en train de travailler à son bureau avec assiduité et diligence, sans jamais **perdre son temps en jasant avec ses collègues. Jamais il ne** refuse de passer du temps pour aider les autres et, malgré cela, il **termine ses projets à temps.** Très souvent, il rallonge ses heures pour terminer son travail, parfois même en sautant les pauses café. **C'est une personne qui n'a absolument aucune** vanité en dépit de ses accomplissements remarquables et de sa grande **compétence en informatique. C'est le genre d'employé** de qui on parle avec grande estime et respect, le genre de personne **dont on ne peut se passer. Je crois fermement qu'il est prêt pour la** promotion qu'il demande, considérant tout ce qu'il nous ap**porte**.
L'entreprise en sortira grande gagnante.
Pas mal non ? Mais, voici ce qu'elle pense vraiment... Relisez les texte en gras.

***Un patron a beaucoup de mal de se faire respecter dans son entreprise.** Un matin, il n'en peut plus et décide de prendre une mesure radicale, il colle sur la porte de son bureau une grande affiche où il est marqué en caractères d'imprimerie LE PATRON ICI, C'EST MOI.
La journée passe et il se sent beaucoup mieux. Il va à ses rendez-vous avec un moral d'acier. En rentrant à son bureau le soir, il voit un « Post-it» que sa secrétaire avait collé en dessous de son affiche, où il y est écrit : «Votre femme a téléphoné, elle veut que vous lui rendiez son affiche immédiatement !».
***Un homme braque une banque et prend** des otages. - Il demande au premier otage :
« M'avez-vous vu voler la banque ? » - L'otage répond « Oui. » Le voleur, aussitôt, tire l'otage dans la tête. Puis, il demande au deuxième otage s'il l'a vu voler la banque. - L'otage répond : « Moi Non, mais ma femme, Oui ».

***Un crétin est en train de rouler sur l'autoroute** tout en écoutant la radio : ATTENTION !, ATTENTION ! nous avons un communiqué spécial de la police : on nous signale qu'un automobiliste roule à contresens sur l'autoroute 20. Soyez prudent...
L'imbécile se retourne vers sa femme: « Mais Germaine y sont fous à la radio : c'est pas un... c'est des dizaines et des dizaines d'automobilistes qui roulent à contresens ».

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

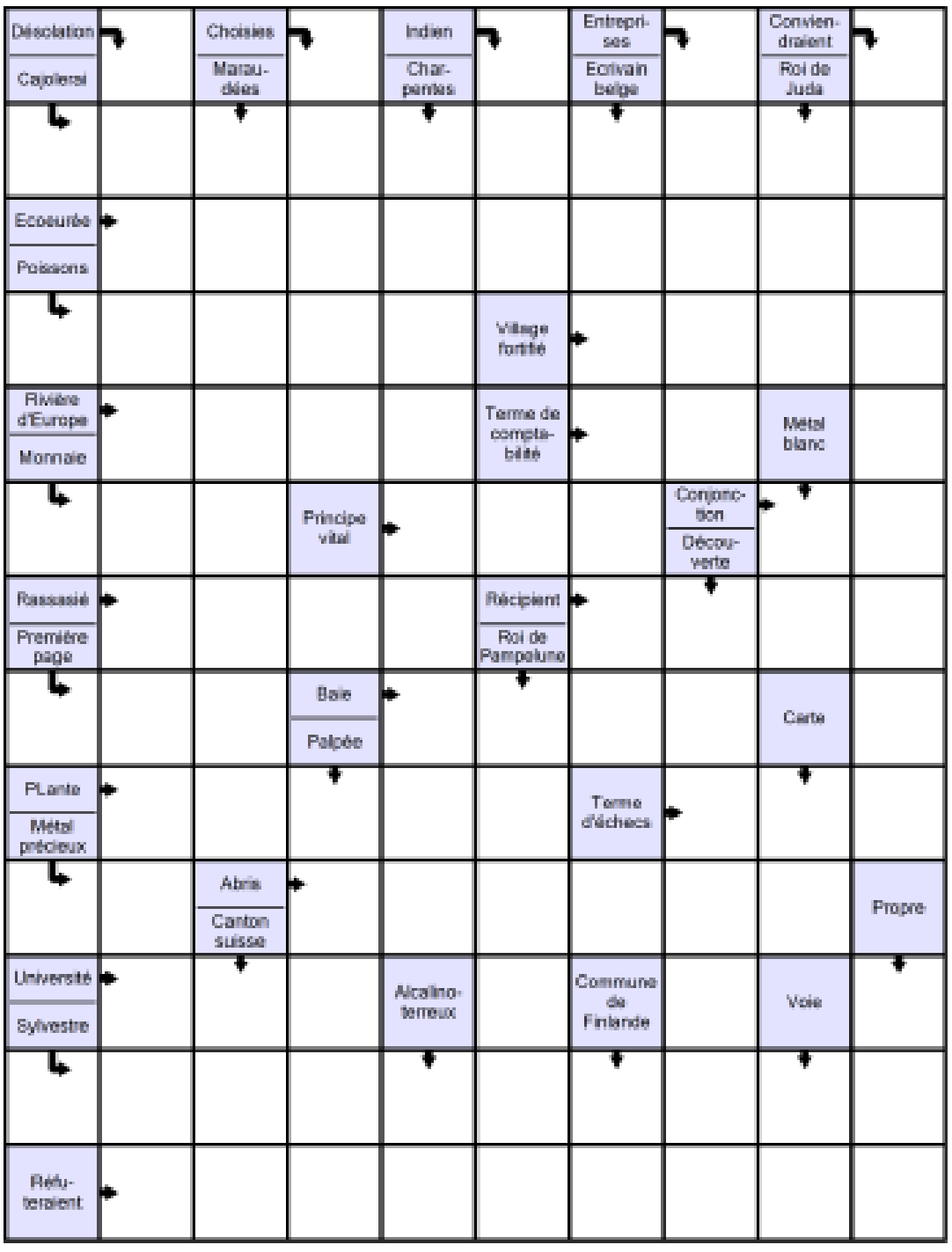
Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444

Et BATATI ET BATATA

Mot Fléchés



Mots croisés

Horizontalement :
1 : Il est au centre du film
2 : Atome
3 : Michel Such en connaît plusieurs sur l'eau.
4 : Métal
5 : Possessif - Pronom personnel
6 : Roi d'Israël - Enzyme
7 : Arbre
8 : Lieu souvent fréquenté par les personnages - Décor du film
9 : Paraphât
10 : Test de mesure - Animal qui cause la mort d'un des héros
11 : Ce que le groupe reçoit dans la scène de la photo - Jean-Claude l'est malgré lui
12 : L'un des acteurs du film

Verticalement :
1 : Un sketch dans le film - Assaisonnement
2 : Autrement dit - Exclamation
3 : Le film s'en inspire - Lieu du tournage
4 : Soldat
5 : Réfute - Indéfini - Partie de la journée
6 : Ile grecque - Il est présent au début du film
7 : A la mode - Demeurant
8 : Chacune a son nom mais est difficile à trouver dans les premières scènes - Universit
9 : Note - Metteur en scène du film

Mots Mêlés

S	R	E	I	L	I	O	V	E	H	C	E	P
E	S	S	U	E	N	H	C	E	R	A	V	T
G	E	R	E	G	L	A	G	U	N	E	S	E
A	U	E	E	A	S	E	H	C	A	B	I	L
L	G	H	B	L	U	R	E	G	R	E	S	I
L	A	C	A	P	E	L	L	E	T	S	E	F
I	V	O	R	A	L	G	U	E	S	S	L	S
U	E	R	C	E	S	R	E	V	E	I	U	R
Q	E	A	L	E	S	U	D	E	M	A	O	U
O	R	B	C	S	E	U	Q	O	C	L	M	E
C	A	U	N	I	A	B	S	T	E	L	A	G
S	M	S	E	T	T	E	V	E	R	C	B	A
E	R	E	M	F	R	U	S	E	T	I	K	N

COQUILLAGES
CREVETTES
KITESURF
VOILIERS
LAGUNES
NAGEURS
ROCHERS
ALGUES
BACHES
COQUES
ESTRAN
GALETS
LAISSE
MEDUSE
MOULES
VAGUES
VARECH
CRABE
ECUME
FILET
MAREE
PECHE
PELLE
PLAGE
SABLE
BAIN
SEAU
MER
VER

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contienne une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.

				8				
8		2					3	7
				7				
	6						9	
		3		5	9			
	1	9				6	8	
				9	2		4	1
					3			
4	5		1			3		

A méditer

« Désormais pour apprendre le français, il faudra savoir le français.»

Coluche, Revue de presse de 1980.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

3	5	2	9	7	1	4	6	8
1	9	4	2	8	6	5	3	7
7	8	6	4	3	5	9	1	2
6	2	5	8	1	4	3	7	9
9	4	1	3	6	7	2	8	5
8	3	7	5	2	9	1	4	6
4	6	3	7	9	2	8	5	1
2	1	8	6	5	3	7	9	4
5	7	9	1	4	8	6	2	3

Mots fléchés

Mots Mêlés

Mots mêlés « Les os »

Solution : ASTRAGALE.

Mots croisés

#انتخابات_2026

"نكونوا واقفين على شغلنا نصوتوا و نكْولو كلمتنا"

نهار 23 شتنبر نصوّتوا كلّنا

للتعرف على مكتب تصويتكم

ابعثوا برقم بطاقتكم الوطنية على

2727 SMS

أو

امسحوا الكود من أجل تحميل تطبيق Mon BV

انتخابات 2026

التصويت حق شخصي و واجب وطني